

Mis à part tous ces calculs changeants quant aux besoins possibles en matière de défense en Europe, nous allons bientôt commencer à voir dans quelle mesure les divers gouvernements sont en mesure d'opérer les rajustements que les réductions des budgets militaires entraîneront aux chapitres de l'économie et de la main-d'oeuvre. Ces budgets ont constitué un élément moteur des économies nationales, de sorte que les coupes dans ce secteur auront de profondes répercussions. Il y a fort à craindre (même si l'on est généralement persuadé que les réductions militaires auront des effets économiques bénéfiques à long terme) que la perspective de tels bouleversements commencera à ralentir la mise en oeuvre des mesures de réduction des armements qui auraient autrement été adoptées, vu le climat actuel. Le problème sera particulièrement tangible en Union soviétique et chez ses alliés, vu qu'ils ont consacré des ressources économiques et une main-d'oeuvre plus considérables au secteur militaire, et compte tenu du fait que, sur le plan économique, leur vitalité et leur adaptabilité leur posent déjà de graves problèmes. Les Soviétiques ont commencé à prendre des mesures spéciales pour faire face à la situation, et ils ont notamment créé une Commission nationale pour l'avancement de la reconversion, qui comprend des fonctionnaires, des industriels, des universitaires et des officiers militaires.

On parle depuis longtemps de la reconversion dans divers milieux, mais comme rien à l'horizon n'annonçait sérieusement des réductions des armements, le thème n'a pas été pris très au sérieux. Les espoirs (et les craintes) nourris à cet égard sont maintenant réalité, et la reconversion est devenue une importante question politique pour tous les gouvernements. Même le Canada, dont le budget militaire est relativement peu considérable, ressentira l'incidence de toute réduction dans ce secteur. Les graves problèmes qu'a suscités la fermeture de bases militaires annoncée dans le dernier budget montrent à quel point les répercussions locales et sectorielles peuvent être marquées. Une question épineuse, ayant des dimensions à la fois techniques et politiques, se pose maintenant : quel degré de planification et de préparation est possible et nécessaire avant que des réductions sensibles des budgets militaires puissent s'opérer ? D'aucuns qui préconisaient la préparation de la reconversion, en rappelant comment les « complexes militaro-industriels » sont parvenus dans le passé à maintenir leur croissance, risquent maintenant d'infirmer dangereusement leur position quand ils déclarent que la préparation de la reconversion est un préalable avant que d'autres coupes puissent avoir lieu.

Ce que le monde a connu au moment de la démobilisation, au lendemain de la guerre, confirme que les économies peuvent